

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

ACCORD-CADRE DE SERVICES

PRF27 MISE EN ŒUVRE D'ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE (E2C) EN RÉGION OCCITANIE - 2026 - 2029

Date et heure limites de réception des dossiers de réponse :












Mardi 10 juin 2025 à 12H00

Le présent document comporte 18 pages

REGION OCCITANIE

Madame la Présidente Carole DELGA
Hôtel de Région
22 Boulevard du Maréchal JUIN
31406 Toulouse CEDEX 09

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Mise en œuvre d'écoles de la deuxième chance (E2C) en Région Occitanie – 2026 2029
	Mode de passation	Procédure adaptée ouverte
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	12
	Délai de validité des offres	9 mois
	Forme de groupement	Voir article 2.2
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Mode de passation	4
1.3 - Type et forme de contrat	4
1.4 - Décomposition de la consultation	5
1.5 - Nomenclature	6
1.6 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes	6
2.4 - Développement durable	6
3 - Conditions relatives au contrat	7
3.1 - Durée du contrat et délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité	7
3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité	7
4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises	7
4.1 - Documents du dossier de consultation	7
4.2 - Obtention du Dossier de Consultation des Entreprises	8
4.3 - Modification de détail du dossier de consultation	9
5 - Présentation des candidatures et des offres	9
5.1 - Documents à produire	9
5.2 - Visite sur site pour le lot 11	11
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	11
6.1 - Transmission électronique	11
6.1.1 - Précautions relatives aux virus informatiques	12
6.1.2 - Signature des actes d'engagement	13
6.2 - Copie de sauvegarde	13
7 - Examen des candidatures et des offres	14
7.1 - Sélection des candidatures	14
7.2 - Attribution des accords-cadres	14
7.3 - Suite à donner à la consultation	16
8 - Renseignements complémentaires	17
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	17
8.2 - Présence d'anomalies, erreurs ou omissions	17
8.3 - Procédures de recours	17

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne la mise en œuvre d'écoles de la deuxième chance (E2C) en Région Occitanie de 2026 à 2029.

Dans le but de mettre en œuvre des outils adaptés dans la lutte contre l'exclusion sociale et professionnelle des jeunes, la présente consultation concerne la mise en œuvre de treize Ecoles de la 2ème Chance (E2C) dans les départements de la Région Occitanie.

L'action de formation proposée tient compte des caractéristiques socio-économiques des publics présents sur le territoire régional et des besoins en qualification et en compétences recensés sur le marché du travail.

Les modalités d'exécution des prestations attendues sont décrites dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 3° du Code de la commande publique.

1.3 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique sauf le pour le lot 05.

Le lot 05 sera attribué à un maximum de 2 opérateurs économiques (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres).

Le volume maximum et estimatif est défini comme suit :

Lots	Départements	Désignation	Lieu permanent de réalisation de l'action	Volume maximum de parcours pour la durée de l'accord-cadre	Volume prévisionnel annuel de parcours
01	Gard	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) d'Alès	Alès	440	55
02	Hérault	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Béziers	Béziers	600	75
03	Aude	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Carcassonne	Carcassonne	600	75
04	Hérault	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Lunel	Lunel	480	60
05	Hérault	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Montpellier	Montpellier	1880	235

06	Aude	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Narbonne	Narbonne	720	90
07	Gard	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Nîmes	Nîmes	1080	135
08	Pyrénées - Orientales	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Perpignan	Perpignan	960	120
09	Tarn	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Castres	Castres	480	60
10	Tarn-et-Garonne	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Montauban	Montauban	520	65
11	Haute-Garonne	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Toulouse	Toulouse	1400	175
12	Aveyron	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Rodez	Rodez agglomération	440	55

Le volume maximum de parcours correspond au volume maximum de prestations susceptibles d'être commandées pour la durée de l'accord-cadre.

Le volume prévisionnel annuel de parcours est purement indicatif et ne constitue pas un engagement contractuel pour la collectivité.

1.4 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 12 lots :

Lots	Désignation	Nombre maximum d'attributaires
01	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) d'Alès	1
02	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Béziers	1
03	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Carcassonne	1
04	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Lunel	1
05	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Montpellier	2
06	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Narbonne	1
07	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Nîmes	1
08	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Perpignan	1
09	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Castres	1
10	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Montauban	1
11	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Toulouse	1
12	Ecole de la Deuxième Chance (E2C) de Rodez	1

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots. Un même candidat pourra être attributaire de plusieurs lots. Une offre correspond à une seule action de formation.

Il est précisé qu'une seule action de formation sera proposée par un même candidat pour chaque lot auquel il entend répondre.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Pour tous les lots :

Code principal	Description
80530000-8	Services de formation professionnelle

1.6 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 9 mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par l'acheteur est un groupement solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait de l'acheteur.

La solidarité imposée repose sur la nécessité de garantir une exécution des prestations complètes et une continuité de service même en cas de défaillance d'un des membres.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres sur un même lot en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

En cas de transmission d'une ou de plusieurs offres variantes, le pouvoir adjudicateur les rejettera sans les analyser.

L'offre de base sera néanmoins analysée, si et seulement si elle est clairement identifiable et présentée de manière distincte de la ou les variantes.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCAP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat et délai d'exécution

La durée du marché est celle fixée dans le CCAP.

Les délais d'exécution des bons de commande sont expressément mentionnés dans chacun desdits bons de commande et dans les conditions du CCAP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées sur les fonds propres de la collectivité. Par ailleurs, l'action du Programme Ecoles de la Deuxième Chance (E2C) 2026-2029 pourra bénéficier de co-financements (Union Européenne, PIC...).

3.3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité

Les prestations ayant pour objet l'exécution d'un service public, les candidats sont informés que le titulaire devra respecter les principes de la République que sont l'égalité des usagers, la laïcité et la neutralité.

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions du CCAP qui rappellent ces obligations et précisent les modalités de contrôle et de sanction du titulaire lorsque celui-ci n'a pas pris les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les manquements constatés.

3.4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses administratives particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation des entreprises

4.1 – Documents du dossier de consultation

Le **dossier de consultation des entreprises (DCE)** contient les pièces suivantes :

- Le **règlement de la consultation (RC)**
- Le **cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes** :
 - Annexe au CCAP : **Charte fournisseur pour l'achat durable en Occitanie**
 - Annexe au CCAP relative au **RGPD**
 - Annexe au CCAP relative à la **Cybersécurité**
 - Annexe au CCAP relative au **co-financement Union Européenne**
- Le **cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe** :
 - Annexe non contractuelle relative aux Orientations générales
- Les modèles de pièces à déposer dans la candidature :
 - . Pouvoir de la personne habilitée à signer et attestation sur l'honneur du respect des principes fondamentaux posés par les traités européens et internationaux,
 - . Lettre d'habilitation du mandataire par le(s) cotraitant(s) en cas de groupement,
- Les autres pièces du dossier (DC1, DC2, Acte d'engagement, DC4 en cas de sous-traitance), qui seront générées automatiquement par la plateforme de dépôt des marchés de formation professionnelle,
- Les notices d'utilisation DC1, DC2 et DC4,

- Le Guide de saisie
- Le Modèle de Fiche Action (cf. Art. 5.1)

Des modèles de documents à utiliser pour l'exécution des marchés sont téléchargeables sur le site de la Région : <https://www.laregion.fr/execution-des-marches>

4.2 – Obtention du Dossier de Consultation des Entreprises

La consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée détaillée à l'article 6 du présent document.

Ce dossier de consultation est mis à disposition par voie électronique.

En effet, la présente consultation fait l'objet d'une procédure dématérialisée. Cette procédure permet aux candidats de télécharger les documents du dossier de consultation sur un réseau électronique et de déposer une offre par voie électronique via un site internet. La plate-forme de dépôt des marchés de formation professionnelle est accessible via le site Internet à l'adresse suivante : <https://marchesformation.laregion.fr>

Préalablement au téléchargement du dossier de consultation, il est conseillé aux candidats de procéder à la création de leur compte.

Ils veilleront à utiliser une adresse électronique valide qui permet d'informer les candidats des éventuelles modifications du dossier de consultation.

Les candidats ne pourront porter aucune réclamation s'ils ne bénéficient pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'ils auraient faite lors de l'enregistrement de leur adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de ladite adresse électronique ou en cas de suppression de l'adresse.

Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

Pour accéder aux documents, les candidats doivent disposer d'un utilitaire permettant de lire les formats de dossiers compressés ".zip" ou le télécharger sur la plate-forme des marchés de la formation professionnelle.

Les candidats ne supportent aucun frais autre que ceux liés à l'accès au réseau et à l'obtention de la signature électronique, le cas échéant. A ce titre, ils vérifieront que les prérequis techniques, mentionnés au bas de la page d'accueil de la plate-forme (Lien : <https://marchesformation.laregion.fr/entreprise/footer/prerequis-techniques>), sont bien remplis. Il est fortement conseillé aux candidats de tester la configuration de leur poste via l'utilitaire proposé sur la plate-forme.

Par ailleurs, l'attention des opérateurs économiques qui téléchargent le dossier en version électronique est attirée sur le fait que transmettre des copies du dossier de consultation à d'autres opérateurs économiques est déconseillé dans la mesure où la Région peut apporter des compléments d'information ou des réponses aux questions posées par les candidats qu'aux seuls opérateurs économiques dont elle a connaissance par le biais d'un téléchargement sur sa plate-forme dématérialisée. Les opérateurs économiques qui seraient destinataires du dossier de consultation par un autre moyen ne pourront avoir la même information que les autres candidats, et ne pourront pas se prévaloir d'un éventuel préjudice en découlant.

Le dossier de consultation est remis exclusivement par voie électronique à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

4.3 – Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi des modifications par la personne publique.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 – Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
La lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants (DC1) générée depuis la plateforme de dépôt des marchés de formation professionnelle. Ce document comprendra des éléments relatifs : <ul style="list-style-type: none">- à la nature de la candidature : le formulaire indique si le candidat se présente en candidat individuel et/ou s'il répond en tant que membre d'un groupement,- à l'identification de l'organisme de formation : le formulaire rassemble les informations administratives du siège social et de l'établissement exécutant (nom de la structure, adresse, nom du représentant légal, statut, SIRET...)	Non
La déclaration du candidat DC2 , générée depuis la plateforme de dépôt des marchés de formation professionnelle, indiquant notamment le chiffre d'affaires des 3 derniers exercices disponibles du candidat (en cas de cotraitance fournir un DC2 par cotraitant)	Non
Le bilan pédagogique et financier de la DREETS (*) de l'année N-1, ou à défaut de l'année N-2, établi par le candidat. (*) Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités	Non

Les pouvoirs de la personne habilitée à engager : - le candidat individuel - le mandataire et chaque cotraitant, en cas de groupement Et attestation sur l'honneur du respect des principes fondamentaux posés par les traités européens et internationaux : . Le Traité sur l'Union européenne (TFUE) . La Charte des droits fondamentaux de l'UE . La convention des Nations Unies relatives aux droits de l'enfant . La convention des Nations Unies relative aux droits des personnes	Non
La lettre d'habilitation du mandataire par son (ses) cotraitant(s) en cas de réponse en groupement	Non
La copie du ou des jugements prononcés , conformément à l'article L2141-3-3° du code de la commande publique si le candidat est en situation de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger	Non
La certification QUALIOPI (ou certification équivalente), ou document attestant que la certification est en cours (devis, récépissé de l'auditeur ...)	Non

En cas de réponse à plusieurs lots, les éléments de candidature peuvent être remis en un seul exemplaire.

Cependant, si les cotraitants d'un groupement sont différents en fonction des lots, des candidatures distinctes doivent être déposées pour le ou l'ensemble des lots au(x)quel(s) chacun soumissionne. En effet, il convient de tenir compte du fait que chaque lot donne lieu à un marché distinct : les candidatures (DC1 notamment) doivent donc être en cohérence avec chacun des marchés.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Pour chaque lot auquel il soumissionne, le candidat aura à produire :

Libellés	Signature lors du dépôt
L'acte d'engagement (AE) qui inclut le prix unitaire proposé <u>NB</u> : Ce document, généré par la plateforme, devra être remis signé par le candidat attributaire du marché au plus tard quand celui-ci en sera informé.	Non
La Fiche Action à renseigner directement dans la plateforme de dépôt des offres	Non
L'annexe financière à renseigner directement dans la plateforme de dépôt des	Non

offres	
L'organigramme de l'équipe dédiée à l'action de formation	Non
La cartographie du territoire couvert par l'action de formation	Non
Les CV de l'équipe pédagogique intervenant sur les formations proposées	Non
En cas de sous-traitance déclarée au moment du dépôt de l'offre, l'acte de sous-traitance (DC4) , généré depuis la plateforme, pour chacun des sous-traitants déclarés.	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

NB : les CCAP et CCTP ne sont pas à remettre dans l'offre.

5.2 – Visite sur site pour le lot 11

Une visite facultative des locaux est possible sur rendez-vous auprès du service Nouvelles Chances à l'adresse suivante : fpc-e2cr@laregion.fr.

Les candidats ne pourront se prévaloir de la méconnaissance du site dans le cadre de réclamations ultérieures de quelque nature que ce soit.

Les éventuelles questions que pourraient susciter ces visites devront être formulées par écrit via la plateforme. Les réponses à ces questions écrites seront diffusées à l'ensemble des candidats via la plateforme.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront être envoyés sur la plate-forme des marchés de formation professionnelle avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées. Les plis qui sont reçus ou remis après ces dates et heures ne seront pas ouverts. Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont affichés au registre des dépôts et sont rejetés.

En cas de pluralité de plis pour un même candidat sur même lot, seul le dernier pli reçu sera pris en compte. Les autres offres, précédemment déposées par l'opérateur économique, seront rejetées sans avoir été ouvertes.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents (candidature et offre) par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marchesformation.laregion.fr/>

La remise sur support papier ou sur un support physique électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Les candidats trouveront sur la plate-forme des marchés de formation professionnelle (<https://marchesformation.laregion.fr/>) différents documents d'aide à l'utilisation de la plate-forme :

- Un guide de saisie (également joint au DCE)
- Un « guide utilisateur entreprise » téléchargeable dans la rubrique Aide, afin de faciliter l'utilisation de la plate-forme.

Une fois identifié, le candidat remplit les onglets des formulaires de réponse en ligne.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Tous les échanges entre acheteurs publics et entreprises seront dématérialisés. Cela concerne :

- le mode d'obtention du DCE et de remise des offres qui sera uniquement par voie électronique,
- les demandes de compléments et de précisions dans le cadre de l'analyse des candidatures et des offres,
- les courriers de rejet,
- les lettres d'attribution (pré-notification) et de notification.

Le dépôt des fichiers doit être effectué dans les espaces réservés sur la page de réponse à cette consultation.

Un message indiquant au candidat que l'opération de dépôt de la réponse a été réalisée avec succès est affiché, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date certaine, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception et d'accusé de réception électronique signifie au candidat que sa réponse n'est pas parvenue à la Région Occitanie.

Le candidat doit s'assurer que les messages envoyés par la plate-forme des marchés de formation professionnelle (notamment : nepasrepondre@marchesformation.laregion.fr) ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit de l'accès à Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre.

En cas de difficulté technique lors de la remise de l'offre, le candidat doit utiliser l'assistance en ligne disponible sur la plate-forme de dématérialisation (Rubrique Aide/Assistance).

Les réponses électroniques arrivées hors délai ou non adressées dans les formes prescrites ne seront pas examinées et supprimées.



Pensez à anticiper votre dépôt 48 heures avant l'heure limite

6.1.1 – Précautions relatives aux virus informatiques

Avant transmission de sa réponse, le soumissionnaire devra procéder à un contrôle anti-virus de tous les fichiers constitutifs de l'enveloppe électronique.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour.

En cas de programme informatique malveillant détecté sur les plis dématérialisés et en l'absence de copie de sauvegarde transmise par le candidat dans les délais impartis par les documents de

la consultation (date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document), le pouvoir adjudicateur ne tentera pas de réparation. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Toutefois, si la malveillance affecte un document relatif à la candidature, il pourra être demandé au candidat, si le pouvoir adjudicateur décide de mettre en œuvre les dispositions prévues par les articles l'article R2144-1 à R2144-8 du Code de la Commande Publique pour l'ensemble des candidats, de compléter sa candidature en procédant à un nouvel envoi.

En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu des candidatures ou des offres qu'il a transmises a été altéré. Les offres contenant des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront donc réputées n'avoir jamais été déposées et les candidats en seront informés dans les plus brefs délais.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plate-forme ou devra renoncer à déposer son pli de façon électronique.

6.1.2 – Signature des actes d'engagement

Le candidat n'est pas dans l'obligation de signer les documents au dépôt de l'offre.

A l'issue de la passation du marché, le **candidat pressenti** sera invité à signer son offre :

- Le pouvoir adjudicateur impose la signature électronique. Pour cela le candidat doit être en possession d'un **certificat électronique en cours de validité**.
- Un module d'aide à la signature électronique est disponible sur la plate-forme via le menu Signature.

Les certificats de signature doivent désormais être :

- **conformes au RGS (Référentiel Général de Sécurité) ;**
- ou figurant sur une des 26 " trust service status list " européenne (TSL Europe) ;
- ou délivrés par une autorité de certification française ou étrangère qui réponde à des normes équivalentes à celles du RGS. L'opérateur économique doit alors fournir gratuitement les informations qui permettent à l'acheteur d'évaluer la qualité du certificat de signature relativement au RGS. Le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de vérifier au moins six éléments : l'identité du signataire, l'appartenance du certificat de signature à l'une des trois catégories de certificats mentionnés plus haut, une politique de certification conforme au moins aux niveaux étoilés du RGS, le respect du format de signature, le caractère non échu ou non révoqué du certificat et l'intégrité du fichier signé.

La possession d'un certificat électronique n'est pas requise au stade du retrait du dossier de consultation (DCE) via la plate-forme.

Le candidat reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1316-4 du code civil, qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite.

6.2 - Copie de sauvegarde

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

En revanche, il est permis aux candidats de doubler leur envoi d'une copie de sauvegarde, sur support papier ou sur support physique électronique, dans les délais impartis par les documents de la consultation (date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document).

Formellement, la copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant :

- Le nom du candidat
- Les mentions **Copie de sauvegarde pour : Affaire « MISE EN ŒUVRE D'ÉCOLES DE LA DEUXIÈME CHANCE (E2C) EN RÉGION OCCITANIE - 2026 2029 » - NE PAS OUVRIR**

Ce pli doit contenir les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Il devra être

- Soit remis contre récépissé à l'adresse ci-dessous :

REGION OCCITANIE / PYRENEES-MEDITERRANEE
Direction de la Formation et des Parcours Professionnels (DFPP)
Site de Montpellier, Espace Capdeville,
417 rue Samuel Morse à Montpellier
de 9h30 à 12h00 et de 14h00 à 16h00

- Soit envoyé par courrier avec avis de réception (pli recommandé postal, Chronopost, ...) et réceptionné avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées en page de garde du présent document à l'adresse ci-dessous :

REGION OCCITANIE / PYRENEES-MEDITERRANEE
Direction de la Formation et des Parcours Professionnels (DFPP)
Service Nouvelles Chances
Hôtel de Région - 201 avenue de la Pompignane
34064 Montpellier cedex 2

Les copies de sauvegarde qui seraient remises ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites précitées ainsi que remises sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenues.

La copie de sauvegarde ne sera ouverte que dans les cas suivants : lorsqu'un programme informatique malveillant aura été détecté sur le pli dématérialisé ; lorsque le pli dématérialisé aura bien été transmis mais ne sera pas parvenu dans les délais impartis (date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent document) au pouvoir adjudicateur ; lorsque le pli dématérialisé n'aura pu être ouvert par le pouvoir adjudicateur.

La copie de sauvegarde qui n'aurait pas à être utilisée sera détruite par le pouvoir adjudicateur.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, l'acheteur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, et R. 2152-7 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Pour tous les lots, les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères communs aux 12 lots	Pondération
1- Mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale	5.0
2- Présentation de l'action	22.0
3- Contenu et méthodes pédagogiques	40.0
4- Communication auprès du public, prescripteurs, OF et entreprises	8.0
5- Prix	25.0

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

La méthode utilisée pour la notation de chacun des critères est la suivante :

- **Critère 1 : Mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale (Pondération : 5 points) :**
 - Prise en compte du développement durable et de la transition écologique dans les contenus de formation ;
 - Prise en compte de la Responsabilité Sociale des Entreprises dans les contenus de formation.
- **Critère 2 : Présentation de l'action (Pondération : 22 points) :**
 - Composition et compétences de l'équipe pédagogique et administrative ;
 - Gestion des ressources humaines ;
 - Locaux (sauf pour le lot 11) et moyens matériels affectés au site ;
 - Ressources et matériels pédagogiques ;
 - Qualité des moyens mis en œuvre pour obtenir et garantir la labellisation E2C.
- **Critère 3 : Contenu et méthodes pédagogiques (Pondération : 40 points) :**
 - Contenus et méthodes pédagogiques / Qualité de l'ingénierie ;
 - Modalités pédagogiques / individualisation des parcours ;
 - Alternance, stage en entreprise ;
 - Accompagnement, suivi et évaluation des stagiaires/suivi post formation.
- **Critère 4 : Communication auprès du public, prescripteurs, OF et entreprises (Pondération : 8 points) :**
 - Partenariat avec les prescripteurs et autres partenaires pour le repérage et la mobilisation des publics ;
 - Partenariat avec les acteurs économiques et capacité à s'adapter à l'évolution des métiers.

- **Critère 5 : Prix des prestations (pondération : 25) :**

L'analyse des offres sera réalisée au regard du prix unitaire en € TTC figurant à l'acte d'engagement, par application de la formule suivante :

$$\text{Note de l'offre} = (\text{Prix unitaire TTC de la proposition la moins élevée (*)} / \text{Prix unitaire TTC de la proposition analysée}) \times 25$$

La notation sera proportionnelle par ordre décroissant, la meilleure note étant attribuée à l'offre la moins chère*.

(*) hors offres déclarées anormalement basses.

La collectivité se réserve le droit de ne pas donner suite à la présente consultation.

7.3 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres initiales, et éventuelle régularisation des offres, l'acheteur engagera des négociations avec l'ensemble des candidats. Il pourra toutefois décider d'attribuer le marché sans négociation.

La négociation pourra se dérouler en une ou plusieurs phases. Dans cette dernière hypothèse, à l'issue de chacune de ces phases, l'acheteur se réserve la possibilité d'éliminer les offres les moins performantes au regard des critères de jugement fixés par le règlement de la consultation.

La négociation prendra la forme d'un échange de courriers électroniques. Les candidats recevront éventuellement des questions complémentaires auxquelles ils devront répondre dans le délai fixé par l'acheteur lors de l'envoi des questions, lequel est identique pour tous les candidats.

Le cas échéant, la Région se réserve la possibilité d'organiser des auditions des candidats.

Cette audition se déroulera dans les locaux de la collectivité ou en visioconférence. Une convocation sera transmise à l'ensemble des candidats, accompagnée d'un cadre de réponse relatif aux points à aborder lors de l'audition.

Le candidat transmettra ses réponses préalablement à l'audition dans les délais fixés par la convocation. Ces réponses donneront lieu à une instruction par les services de la Région.

L'absence de participation d'un candidat à l'audition ne vaudra pas automatiquement élimination de son offre.

A l'issue des négociations (échanges de courriels et/ou auditions), les candidats devront remettre un nouvel acte d'engagement accompagné le cas échéant de ses annexes obligatoires, incluant les éléments consentis, afin de permettre à l'acheteur de procéder à l'analyse des offres au regard des critères de jugement fixés par le règlement de la consultation. En l'absence de transmission, c'est l'acte d'engagement initialement transmis qui servira de base à l'analyse.

L'acheteur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales.

La(les) offres la(les) mieux classée(s) (selon le nombre maximum d'attributaires fixé) sera(seront) donc retenue(s) à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents sera indiqué au(x) candidat(s) provisoirement retenu(s) dans le courrier qui lui (leurs) sera adressé.

Ces documents seront déposés de préférence sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par la Région, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

Il est vivement recommandé aux candidats de se procurer dès à présent les documents mentionnés afin qu'ils soient en mesure de les fournir dans le délai imparti.

En effet, à défaut de production des pièces dans les délais impartis, il sera formulé au candidat classé en deuxième position la même demande et le candidat défaillant sera éliminé sans possibilité de régularisation.

Le titulaire devra produire lesdites pièces justificatives tous les 6 mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

La Région se réserve le droit de procéder à une mise au point avant signature de l'accord-cadre si nécessaire.

Les co-traitants éventuels doivent déposer les attestations selon les mêmes modalités.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marchesformation.laregion.fr/>

Cette demande doit intervenir **au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.**

Toute question écrite appelant une réponse écrite sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant téléchargé le dossier après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres. L'origine et l'émetteur de la question ne seront toutefois pas indiqués.

8.2 - Présence d'anomalies, erreurs ou omissions

Au cours de l'établissement de leur dossier, les candidats sont tenus de signaler toutes les anomalies, erreurs ou omissions qu'ils auraient relevées à la lecture des pièces constitutives du dossier de consultation.

Toutefois, au plus tard 10 jours calendaires avant la date limite de réception des plis, les candidats seront considérés comme ayant tacitement pris en compte les éventuelles anomalies, erreurs ou omissions qui seraient susceptibles d'entacher le dossier de la consultation et, à ce titre, l'acheteur ne pourra en aucun cas être tenu responsable.

8.3 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :
Tribunal Administratif de Toulouse

68 Rue Raymond IV
BP 7007
31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.com

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- référé pré contractuel (article L 551-1 du Code de justice administrative) l'introduction du recours peut se faire jusqu'à la signature du marché,
- référé contractuel (article L 551-13 à L 551-23 du Code de justice administrative) dans un délai de trente et un jours suivant la publication de l'avis d'attribution,
- recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat dit Tarn-et-Garonne dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées
- recours direct contre le contrat dans un délai de deux mois à compter la publication de l'avis d'attribution.